

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cinquante-sixième année. — N° 378

JEUDI 3 DECEMBRE 1953

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3<sup>e</sup> Front Révolutionnaire International

LE NUMÉRO  
20 FRANCS

CONTRE L'ARMÉE  
européenne  
CONTRE le CAPITALISME  
européen

## La F.A. devient Fédération Communiste Libertaire

NOTRE organisation vient de changer de dénomination. Désormais, elle s'intitule « Fédération Communiste Libertaire ».

Nos lecteurs désireront sans doute connaître les raisons de cette modification et c'est pourquoi sans entrer dans des considérations doctrinaires étendues, nous rappelons ici les raisons principales de ce changement d'appellation.

C'est justement pour répondre aux observations dont depuis longtemps déjà nombre de nos lecteurs et sympathisants nous faisaient part, que le dernier Congrès de la F.A. s'est penché sur ce problème. Nos amis nous faisaient remarquer que nous mentionnions une bataille assez vaine pour valoriser le mot « anarchiste », discreditant à l'avance nos opinions et d'ailleurs sujet à trop d'interprétations diverses. Observation pertinente. Mais aussi, il était à remarquer que pour définir exactement l'ensemble de nos positions doctrinaires, l'expression de « communisme libertaire » était infiniment plus juste que celle d'anarchisme. Sans doute, il n'entre pas dans les intentions de nos militants d'interdire l'emploi du mot « anarchisme », ce serait impossible en matière d'histoire de la doctrine par exemple, mais il était bon que nous donnions publiquement à nos idées une appellation n'offrant pas de prise à l'équivoque et adaptée à ce que nous sommes véritablement.

Il sera moins facile désormais à des adversaires peu scrupuleux de confondre notre doctrine avec un individualisme stérile ou avec un vague romantisme. Rappelons que c'est par bravade que nos militants, autrefois, reprirent le nom d'« anarchistes » par lequel les socialistes parlementaires voulaient les désigner préjugeamment. En fait, sincèrement, nous fûmes et nous sommes les combattants du vrai communisme. Nous venons donc de rompre avec une pratique imposée par l'adversaire. L'attachement sentimental de beaucoup d'entre nous à un nom sous lequel tant des nôtres donnèrent le meilleur d'eux-mêmes et souverainement leur vie, explique notre longue hésitation.

Notre dernier Congrès ne put lui-même trancher. Il remit la question en discussion et c'est après un long débat qu'un référendum vient à une très forte majorité de décider.

Vive la Fédération Communiste Libertaire!



## PAIX en INDOCHINE par le départ de l'armée française

Si l'on observe avec attention les propositions de négociations d'Ho Chi Minh, on s'aperçoit que la bourgeoisie française aux abois a peu de raisons d'être satisfaite. Il faut vraiment qu'elle cherche à négocier une retraite « honorable » de l'Indochine pour avoir donné la publicité que l'on sait à l'interview d'Ho Chi Minh.

Ho Chi Minh, bien qu'influencé en sous-main par les agents du Kremlin, ne peut aujourd'hui faire une paix reconnaissant la persistance de la France en Indochine sans perdre du même coup tout son pouvoir et son prestige auprès des masses révolutionnaires du Viet-Nam en lutte contre l'imperialisme français. Il ne peut proclamer aujourd'hui inutile une guerre qui dure depuis 7 ans et dans laquelle sont tombés pour un idéal révolutionnaire un nombre immense d'Indochinois.

Le P.C.F. demande lui aussi des négociations en Indochine et il se retrouve là encore côté à côté avec une partie de la bourgeoisie française.

Heureusement, ce désir de négociation à toute force est loin d'apparaître dans la déclaration d'Ho Chi Minh. Il dit : « Le gouvernement et le peuple de la République démocratique du Viet-Nam sont prêts à discuter la proposition française », mais

## les travailleurs imposeront la SOLUTION REVOLUTIONNAIRE

- Ni armée européenne C.E.D.
- Ni armée allemande nationale.
- Pas d'union sacrée avec une fraction de la bourgeoisie, avec De Gaulle ou Daladier.

• C'est en intensifiant l'action de classe contre l'ensemble de la bourgeoisie et en menant cette action dans le cadre de l'internationalisme, en France et en Allemagne en particulier, que les travailleurs lutteront contre la C.E.D. et tous les militarismes.

• Une seule réponse donc : action 3<sup>e</sup> FRONT.

A ne pouvait pas durer.

Depuis plus de huit ans l'Allemagne n'a plus d'armée. Depuis plus de huit ans un grand peuple vivait sans armée, sans caste de porteurs d'uniformes, sans décorés, sans galonnés ivrognes pour apprendre aux jeunes à sauter, sans adjudant pour vous inculquer le respect de l'autorité, sans service militaire, sans défilé militaire en tête, sans vie de caserne, quoi !

Ça ne pouvait pas durer. C'aurait été trop beau.

L'Allemagne devenait un foyer d'antimilitarisme.

La jeunesse ignorait l'abrutissement méthodique.

La classe ouvrière pouvait espérer respirer et avoir les coudées franches.

Les vieilles casquettes n'osait se montrer et les décorations étaient interdites. La constitution disait que nul ne pouvait être contraint à porter les armes...

Quel mauvais exemple pour le monde entier.

Il fallait que le gendarme américain remette bon ordre à cela et promptement.

La politique de réarmement atlantique ne trouvait heureusement pas de supporters plus fervent que dans la classe dirigeante allemande qui se sentait bien seule, désarmée face à la classe ouvrière, qui se sentait aussi bien à l'étranger dans ce piétre espace peu vital qu'est la République de Bonn.

Le traité de Versailles avait du moins laissé à la bourgeoisie allemande une Reichswehr pour égorer le prolétariat.

Il est vrai que les Alliés tiennent encore l'Allemagne, prêt à intervenir dans le cas où la classe ouvrière voudrait régler son compte avec les dirigeants fantoches à l'Est comme à l'Ouest.

Mais si la bourgeoisie allemande complètement américanisée depuis l'autre après guerre (investissement des Plans Dawes et Young) complètement liée au capitalisme yankee, et animée comme lui du même « dynamisme » expansioniste et explosif est toujours prête à l'aventure, à la conquête du « grand espace » de type américain qui lui manque tant, du grand Est digne pendant du Far West,

il n'en va pas de même avec la bourgeoisie française.

Celle-là est moins impatiente, car déjà pourvue plus qu'à sa suffisance d'espace économique : Elle a un grand Sud en ses possessions d'outre-mer qui satisfait ses ambitions d'hégémonie. La politique d'Unité européenne, éternelle antenne de la phrasologie allemande ne l'attire plus depuis Napoléon.

C'est ce qu'a prononcé le vote négatif du Parlement qui, tout en maintenant sa confiance au gouvernement Laniel a refusé toute prise de

position en faveur de la « Communauté Européenne de Défense ».

Faut-il voir en cette circonstance un succès de Mendès-France qui s'est fait la réputation de l'homme des choix nécessaires, des urgences, des grandes décisions et qui préconisa pour toute solution la remise à l'année prochaine de la question ?

Ce refus de dire oui ou non à la C.E.D. traduit bien le division de la classe dirigeante française quant à son attitude vis-à-vis de la politique d'intégration européenne.

### La bourgeoisie française divisée

La bourgeoisie se polarise en deux parties opposées :

L'un dont les avocats les plus influents sont les nouveaux technocrates américanisés du type Monnet, instigateur et dirigeant du Pool Schuman.

Avec leur théoricien Du Cormoy, ancien secrétaire de l'Organisation Européenne du Plan Marshall, ils voient dans la fusion de l'Europe les possibilités de réaliser une politique audacieuse néo-libérale où ils espèrent disposer d'atouts économiques français (mines de charbon, fer, baïxiste, la-minoirs, textile, agriculture) permettant de jouer un rôle dans une nouvelle Europe Grande Allemagne. Ce parti voit se rallier à lui certains éléments jeunes-venus dans la vie politique française ou même dits de gauche. Il peut compter sur la majorité des dirigeants du M.R.P., de l'U.D.S.R. et de la S.F.I.O. de la C.G.T.-F.O.

Qui, comme « Franc-Tireur » feignent de croire que l'Unité Européenne envisagée aboutit au rapprochement des peuples et — pourquoi pas — à l'Internationale.

Comme si la juxtaposition de sou-

position dans une armée cosmopolite offrait quelque chose de nouveau.

L'existence de la Légion étrangère prouve déjà que la bourgeoisie ne craint pas de faire des entorses à son dogme patriotique quand elle en voit le besoin.

Ces réformistes atlantistes sont prétexte d'un fraternisation avec l'Allemagne pour lui inculquer enfin le virus démocratique ou social ne sont en réalité poussés que par leur anticommunisme maladif, les uns comme G. Mollet ou P.-H. Spaak, à se jeter dans les bras de leur grand frère, le parti socialiste allemand, qui relâche la crise de dégénérescence « révolutionnaire », les autres, comme Schuman dans l'entente cléricale qui l'unit à Adenauer.

Si les partisans de la reconstitution de ce Saint Empire d'Occident, germaino-romain comme celui de Charlemagne, forment un véritable parti carolingien, leurs adversaires, au nom de la Défense de l'Unité nationale française, doivent être à bon titre qualifiés de parti capétien.

Ce parti là, qui va de Thorez à Bourdet, à Daladier, à de Gaulle et

dards dans une armée cosmopolite offrait quelque chose de nouveau.

L'existence de la Légion étrangère ne craint pas de faire des entorses à son dogme patriotique quand elle en voit le besoin.

Ces réformistes atlantistes sont prétexte d'un fraternisation avec l'Allemagne pour lui inculquer enfin le virus démocratique ou social ne sont en réalité poussés que par leur anticommunisme maladif, les uns comme G. Mollet ou P.-H. Spaak, à se jeter dans les bras de leur grand frère, le parti socialiste allemand, qui relâche la crise de dégénérescence « révolutionnaire », les autres, comme Schuman dans l'entente cléricale qui l'unit à Adenauer.

Si les partisans de la reconstitution de ce Saint Empire d'Occident, germaino-romain comme celui de Charlemagne, forment un véritable parti carolingien, leurs adversaires, au nom de la Défense de l'Unité nationale française, doivent être à bon titre qualifiés de parti capétien.

Comme si cela avait quelque chose de commun avec le mouvement ouvrier !

• L'Unité de la France ? on s'en fout !

Nous savons ce que cela veut dire l'Unité nationale, la Défense nationale et tout le bazar national. Nous savons comment elle a été conquise et maintenue l'Unité nationale française : comme toutes les autres : par

l'unité de l'armée de l'Union sacrée.

• Comme tout réarmement, comme tout militarisme, comme toute politique de guerre.

• A qui fera-t-on croire que pour combattre la C.E.D. et le militarisme allemand, il faut s'allier au fasciste De Gaulle, au « fusilier » Daladier ? La bourgeoisie ne recule que devant la force de l'action ouvrière, et la bourgeoisie partisane de la C.E.D. ne sera combattue, comme la bourgeoisie anti-C.E.D., que par l'action de classe, et d'abord l'action revendicative et écale.

• Et si la C.E.D., ou le réarmement allemand indépendant, se réalisent, c'est encore et toujours la seule action ouvrière en France et en Allemagne, qui pourra les affaiblir et faire reculer les fauteurs de guerre.

J. PRESLY.

Le temps où l'on excitait le peuple d'ici contre celui d'à côté et l'embarras des autres est risible, qui veulent changer encore une fois d'ennemi héritaire.

Les classes laborieuses n'ayant jamais rien eu à voir en cette affaire.

### Le P.C.F. et l'Union sacrée

La ruse et la violence, par le vol, la conquête, l'annexion, l'oppression.

Quant à nous, nous n'avons pas à suivre les conseils de Stalin invitant, il y a un an, les classes ouvrières à ramasser le drapeau de l'Indépendance nationale et des libertés bourgeois. Laissons-le baigner dans la fange où il est tombé : c'est l'étendard des tyrans, des bourreaux, des exploiteurs, justifiant tous les massacres guerriers, toutes les répressions policières.

Nous n'oublions pas non plus un des derniers cadeaux de Stalin au peuple allemand ; voulant monnayer son unitification avec les Occidentaux il admit le « droit » de la future Allemagne réunifiée à une armée nationale.

### La véritable solution reste révolutionnaire

Aussi avec la classe ouvrière allemande

• Avec la jeunesse allemande

• Nous disons ni armée « nationale »

• Ni armée « européenne »

L'intérêt de la classe ouvrière est opposé à toute armée et c'est uniquement sur le terrain de la lutte de classe et de l'internationalisme prolétarien que peut se combattre la C.E.D. comme tout réarmement, comme tout militarisme, comme toute politique de guerre.

A qui fera-t-on croire que pour combattre la C.E.D. et le militarisme allemand, il faut s'allier au fasciste De Gaulle, au « fusilier » Daladier ? La bourgeoisie ne recule que devant la force de l'action ouvrière, et la bourgeoisie partisane de la C.E.D. ne sera combattue, comme la bourgeoisie anti-C.E.D., que par l'action de classe, et d'abord l'action revendicative et écale.

• Et si la C.E.D., ou le réarmement allemand indépendant, se réalisent, c'est encore et toujours la seule action ouvrière en France et en Allemagne, qui pourra les affaiblir et faire reculer les fauteurs de guerre.

J. PRESLY.

(Suite page 2, col. 6.)

## AUX BERMUDES

### L'impérialisme occidental va définir sa stratégie

Un communiqué officiel, publié le 10 novembre simultanément à

Washington, à Paris et à Londres, vient d'annoncer que la rencontre

des Trois aura lieu aux Bermudes

du 4 au 8 décembre. Sur l'initiative

de Churchill, Laniel, Eisenhower et le

Premier Britannique lui-même a été

organisé et de se renforcer,

d'éliminer, selon Eisenhower, tout

sujet de friction.

Mettre en place le

dispositif européen de défense le plus

rapidement possible est pour eux,

comme le laissent entendre les récentes

déclarations de Foster Dulles et de

Cabot Lodge, une question vitale.

Les diplomates U.S. visent avant tout

à faire sortir de l'immobilité leurs

alliés européens. Comme pour leurs

adversaires russes il s'agit essentiellement

de développer à outrance la

guerre froide, d'intensifier le plus

possible la tension internationale.

Mais si un esprit commun, une volonté de radissement sont constatables,

de profondes divergences apparaissent en revanche dans le bloc occidental.

Elles sont dues, en général, à

l'existence de rivalités de personnalités,

d'intérêts contradictoires, de conceptions

et de points de vue différents de la situation actuelle.

Il faut, à ce sujet, mettre en lumière

l'attitude de Churchill. Il ne faut pas

oublier que c'est au premier ministre

# Construction et gangstérisme

Le fonctionnement du C.M.B.

Il n'est pas de vous décrire le rôle du C.M.B. Dans l'article précédent nous l'indiquons.

Fondé en 1937, le C.M.B. eut une existence fort modeste et jusqu'à la libération, limita son champ d'action au sein de sociétés d'anciens combattants.

Ensuite il étendit son activité dans la reconstruction. L'Etat avouant son incapacité, fit appel à des groupes financiers privés. Le C.M.B. fonça tête baissée dans l'offre et signa ce jour son arrêt de mort.

Le C.M.B. pratiquait le crédit différencié à terme fixe. Les prêts étaient consentis après une période de six mois à deux ans suivant la valeur soumise globalement et une échelle dégressive de 50%, 40%, 30%, etc. et le modus intérêt de 4% suivant la durée du prêt accordé.

L'affaire en elle-même était viable ? Pratiquement le crédit différencié à terme fixe est possible sans difficultés. Notons, cependant, que nous n'avons pas à prendre parti pour telle forme de crédit ou telle autre, nous voulons être impartial et objectif devant tout, n'ayant pas à établir de parallèle entre deux méthodes, l'une capitaliste, l'autre libertaire. Il existe encore aujourd'hui et ce malgré le krach du C.M.B., d'autres sociétés de crédit différencié qui subsistent.

Les mésaventures du C.M.B. proviennent de sa folle des grandeurs, de sa propagation trop intensive sans garantie suffisante de réserves. A partir du moment où les engagements du C.M.B. — les prêts qu'il devait consentir à une date fixe — étaient supérieurs à ses recettes — souscriptions reçues avant prêt — il était inévitable que des ennuis de trésorerie n'apparaissent à une période déterminée. Même, si ne disposant pas de réserves suffisantes pour faire face à des périodes difficiles de trésorerie, la situation financière du C.M.B. ou de tout autre établissement ne peut être catastrophique à moins de failite frauduleuse, c'est-à-dire escroquerie.

Il ne peut y avoir failite que lorsque le dépôt dépasse le crédit dans un dépôt de bilan.

Le C.M.B. ne disposant pas de réserves de sécurité adéquate à son chiffre d'affaires a été amené à pratiquer le système commercial dit « boule de neige ».

Inévitablement, il voulait maintenir ses engagements et n'ayant pas d'apports financiers importants, il devait recourir à cette méthode commerciale peu scrupuleuse disons-le nettement. Mais même si l'activité du C.M.B. eut été tantôt progressive, tantôt régressive, que cette progression soit arithmétique, 1, 2, 3, 4, 5, etc., ou géométrique, 2, 4, 8, 16, 32, etc., ou bien envisagons, comme cela s'est produit, une cessation d'activité, il ne peut y avoir ni failite, ni liquidation judiciaire, malgré une défection de fonds apparente. Ce manque de trésorerie pouvait très bien ne jamais exister si l'affaire avait été menée sainement.

Envisageons le problème tel qu'il est, la cessation complète sur ordre du gouvernement et le dépôt du bilan.

Il est indéniable que le C.M.B. reste débiteur de ses engagements — prêts à consentir aux souscripteurs — mais reste crédule des prêts qu'il a lui-même consentis.

Qu'à une époque donnée, il ne peut faire face à ses engagements ne prouve nullement que l'établissement est en failite. Le dépôt du bilan bien qu'il n'ait été communiqué à la presse ne démontre un passif, car les administrateurs du C.M.B. encourraient en premier

## AUX BERMUDES

(Suite de la première page)

anglais que revient l'initiative de la rencontre des Bermudes, décision dans laquelle la Maison Blanche n'a qu'un rôle secondaire. Ceci ajouté aux multiples démarches aux précédents projets établis dans le but d'une conciliation avec Moscou est le signe d'une attitude parfois résolument indépendante de celle des U.S.A. et très souvent de vues totalement divergentes.

Churchill est partisan en effet d'une autonomie, tout au moins relative, de l'Europe Occidentale et en particulier de la Grande-Bretagne à l'égard de Washington. Il fait par ailleurs tout ce qui est possible pour maintenir son pays et le Commonwealth en général, à un

## Chez les salauds

Un hebdomadaire parisien publie cette semaine l'information suivante : « Les couloirs du Palais-Bourbon en entendent de belles, ces jours-ci. Il paraît que tout est à vendre et que tout est vendu dans ce système dont l'U.S.A. n'aurait osé rêver. »

« Les adversaires de l'armée européenne reprennent les accusations du sénateur gaulliste Michel Debré et affirment que Jean Monnet aurait détourné des fonds de la Haute Autorité charbonnacée pour financer la campagne en faveur de la C.E.D. »

« Les autres répliquent aussi : « Les journalistes hostiles à l'armée européenne ont brusquement les poches plus... »

« Le Libertaire lui-même paye ses dettes. »

« D'où vient l'argent ? »

Les autres » n'étaient sans doute pas au gala de notre journal, sinon ils auraient vu d'où vient l'argent. Le Libertaire a de plus en plus de lecteurs, c'est ce qui lui permet de vivre. La plupart des journaux ne peuvent en dire autant. Le papier est de plus en plus cher, l'impression augmente sans cesse. On veut faire disparaître la presse révolutionnaire ! On rage de la voir tenir le coup envers et contre

# Un authentique républicain : le Citoyen MASSENET

## Préfet du Rhône !

La région Rhône-Alpes a le privilège d'avoir à sa tête un préfet qui ne manque pas une occasion de montrer les sentiments républicains qui l'animent.

Représentant de la République laïque et démocratique, nous lui devons cette circulaire du 7 novembre 1951 (adressée aux maires), qu'il a sans doute renouvelée les années suivantes, et dans laquelle nous croyons devoir souligner deux mots :

« Si des cérémonies civiles ou religieuses sont spécialement célébrées à l'intention des combattants d'Indochine, vous devrez y assister personnellement, ou, en tout cas, vous y faire représenter. »

C'est dans le même esprit, sans doute, qu'à soir de la magnifique grève du 9 novembre 1953, lancée pour protester contre les lois antialcooliques, M. le préfet Massenet fit barre par sa police les voies d'accès à la préfecture, afin de bloquer l'imposant cortège d'enseignants qui, venant de la Bourse du Travail, accompagnait la délégation, qui refusa d'ailleurs de recevoir.

On n'a pas oublié, non plus, que le dimanche 23 mars 1953, M. le préfet Massenet mit Lyon en état de siège.

Avec ses compagnies de CRS, d'agents, de cyclos, de gardiens et de policiers, avec ses mousquetaires et ses voitures-radio, il prétendait empêcher les enseignants et les laïcs de la région lyonnaise de manifester en faveur de l'école publique. Peine perdue, d'ailleurs, Monsieur Massenet, car la manifestation se fit quand même !

Le bureau de la Section du Rhône du S.N.I. a pris connaissance dans la presse du 7-11-53 des propos tenus par M. le préfet Massenet au cours d'une conférence de presse.

« Il note que le représentant du gouvernement pour excuser la carence

l'éducation nationale, carence soulignée par la Journée des enseignants le 9 novembre, n'a pu que reprendre la légende éculée des nombreux congés des instituteurs, propagée à l'envi par les ennemis de l'école publique, pour tenter de déconsidérer aux yeux des parents d'élèves.

« Cette besogne, que le bureau de la section syndicale se refuse à qualifier, constitue l'aveu le plus net et le plus autorisé de la justesse des revendications des enseignants.

« Les esprits objectifs pourront au surplus y trouver la mesure de la dignité de l'un et des autres.

« Elle apparaîtra dans toute son évidence lorsqu'il sera précisé une fois de plus que les 186 jours de congé qui sont le lot des instituteurs se décomposent approximativement comme suit :

« Cinquante-deux dimanches et cinquante-deux jeudis, soit 104 jours de congé dont bénéficient tous les salariés (ils ont le samedi au lieu du jeudi —

## Un communiqué du Syndicat National des Instituteurs (Section du Rhône)

Le Conseil syndical, réuni le 19 novembre à la Bourse du Travail de Lyon, a décidé à l'unanimité de refuser le jour du congé du 23 décembre, octroyé illégalement par le Ministre de l'Education Nationale.

Il mandate le bureau de la section pour que soit organisée la propagande nécessaire, afin que tous les instituteurs et toutes les institutrices soient dans leur classe le 23 décembre.

Les instituteurs et les institutrices

vu leurs salaires le plus augmenter depuis la guerre.

« On a beaucoup parlé du décret de septembre sur les pouvoirs des préfets. En réalité, nous n'avons même pas les pouvoirs que nous avions sous la III<sup>e</sup> République pour les nominations et les mutations d'instituteurs. »

Interrogé sur l'insuffisance des locaux scolaires, M. Massenet répond : « Il est certain que sur ce point, un grand effort est nécessaire. Mais une grève n'arrange rien. »

(« Le Progrès de Lyon, 7-11. »)

A cette déclaration — dont le plus sûr effet a été de décider à la grève un certain nombre d'enseignants jusqu'alors peu enclins à y participer — a provoqué une cinglante réplique du Bureau syndical de la section du Rhône.

« Le Progrès, qui, évidemment, avait publié les attaques du préfet dans toutes ses éditions, s'est bien gardé de donner à la réponse la même publicité ! ! !

H. V.

« Le bureau de la Section du Rhône du S.N.I. a pris connaissance dans la presse du 7-11-53 des propos tenus par M. le préfet Massenet au cours d'une conférence de presse.

« Il note que le représentant du gouvernement pour excuser la carence

l'éducation nationale, carence soulignée par la Journée des enseignants le 9 novembre, n'a pu que reprendre la légende éculée des nombreux congés des instituteurs, propagée à l'envi par les ennemis de l'école publique, pour tenter de déconsidérer aux yeux des parents d'élèves.

« Cette besogne, que le bureau de la section syndicale se refuse à qualifier, constitue l'aveu le plus net et le plus autorisé de la justesse des revendications des enseignants.

« Les esprits objectifs pourront au surplus y trouver la mesure de la dignité de l'un et des autres.

« Elle apparaîtra dans toute son événement lorsqu'il sera précisé une fois de plus que les 186 jours de congé qui sont le lot des instituteurs se décomposent approximativement comme suit :

« Cinquante-deux dimanches et cinquante-deux jeudis, soit 104 jours de congé dont bénéficient tous les salariés (ils ont le samedi au lieu du jeudi —

cinq jours de travail de huit heures). Le jeudi, au surplus, étant un jour vacancé destiné par la loi à permettre aux familles qui le désirent de faire donner un enseignement religieux à leurs enfants.

« Ces classements, estime le bureau, semblent devoir prouver à quiconque est de bonne foi que le travail exige d'eux une dépense physique et nerveuse qui est loin d'être le fruit de la paresse ou du farniente, et dépasse de loin les normes habituelles imposées à l'organisme de n'importe quel travailleur ! »

« Le traitement des instituteurs est basé uniquement sur la qualification qu'en requiert d'eux. Le président du Conseil, le ministre du Budget ont reconnu au cours d'une audience accordée aux représentants de la Fédération de l'Education Nationale, le 26 octobre, que le personnel enseignant était maintenant déclassé dans la hiérarchie des salaires.

« En effet, le traitement des instituteurs était équivalent, depuis la guerre, à ceux des autres catégories ayant les mêmes diplômes équivalents. Les instituteurs étaient assimilés entre autres aux inspecteurs de police, aux officiers subalternes et aux juges de paix, catégories qui ont vu peu à peu et tout récemment encore des indemnités nouvelles substantielles leur être allouées par décrets. Les instituteurs, eux, attendent, voilà les faits.

« Confiants dans le jugement, qui leur importe, des parents qui leur confient leurs enfants, et dédisant leur attaque malveillante, d'où qu'elle vienne, les instituteurs et les instituteurs continuent à accomplir consciencieusement leur travail au profit des enfants et de la nation, et continueront à réclamer avec toute l'énergie nécessaire les moyens qu'en leur refuse le rendre plus efficace.

« Le Bureau de la Section du Rhône du Syndicat National des Instituteurs. »

## L'U.R.S.S. exporte son pétrole et son or

U.R.S.S. a transféré récemment certaines quantités d'or de Moscou à la Banque d'Angleterre (en lingots portant l'estampe soviétique). D'autres lingots ont été vendus sur les marchés de Zurich, Tanger et Paris.

D'autre part, depuis quelque temps l'U.R.S.S. poursuit une vente intensive de pétrole soit par l'intermédiaire de firmes d'importation privées, soit par des accords commerciaux avec des pays tels que la Finlande, la France, l'Argentine, l'Islande. Des négociations sont en cours avec d'autres pays.

Une quarantaine de pétroliers sont en construction sur les chantiers navals de Finlande, du Danemark, de Hollande, de Suède, permettant de penser que l'U.R.S.S. va continuer ses exportations de pétrole vers les marchés occidentaux et peut-être vers la Chine qui n'est reliée que par un pipe-line insuffisant.

De nombreux commentaires de presse ont suivi ces transactions de l'or et du pétrole. Certaines informations affirmaient qu'en liquidant son or sur le marché mondial l'U.R.S.S. s'efforçait d'en perturber les cours et de provoquer une crise dans les pays occidentaux. Pour le pétrole on a parlé d'un dumping soviétique.

Signaux qu'il se passe pour l'or le même mécanisme que pour les autres marchandises. La production croissante a fait baisser les prix régulièrement et l'envoi de l'U.R.S.S. n'a fait qu'accentuer cette baisse, rien de plus. Quant aux causes de crise mondiale elles sont une conséquence du système capitaliste (ménage, sous-consommation, chômage) : la baisse ou la hausse de l'or n'y peut rien.

Si les prix du fuel-oil offert en Europe occidentale sont inférieurs à ceux des raffineries locales, c'est seulement dans le but de permettre la vente.

La première explication de ces exportations d'or et de pétrole est celle de la nécessité pour l'U.R.S.S. d'augmenter ses achats à l'étranger de produits fabriqués. Ils font partie du plan de Malenkov, d'amélioration du niveau de vie des habitants. Pour effectuer ces achats, les devises correspondantes étaient nécessaires : par exemple sterling pour les achats aux pays du Commonwealth britannique. L'avantage de l'or et du pétrole comme marchandises d'échanges était net : la production de chaque d'entre eux croissait en U.R.S.S. et le pétrole n'importe pas actuellement un rôle prédominant, le marché de l'or et du pétrole n'est pas encore saturé dans les pays capitalistes.

Une deuxième explication complémentaire s'impose quand on est au courant des difficultés éprouvées par les travailleurs.

Attacher la classe ouvrière au char de De Gaulle et Daladier, c'est donc tourner le dos à la véritable solution, c'est paralyser l'action ouvrière pour plaire aux alliés bourgeois gaullistes et radicaux, alors qu'il faut intensifier l'action de classe.

Et il n'y a pas de Défense nationale qui tienne pour les travailleurs.

Les prolétaires restent solidaires des prolétaires « ennemis » contre les exploiteurs et ils n'attendent pas pour fraterniser que ces messieurs de l'Europe Unie les y invitent.

Devant les caloufages lamentables de la bourgeoisie qui essaie de remplacer les vieilles patries par une nouvelle nous réaffirmons notre seul mot d'ordre.

Les travailleurs n'ont pas de patrie.

Aux propagandes bellicistes des deux

partis, il faut répondre par le défaitisme révolutionnaire.

Aux guerres de défense nationale, aux guerres impérialistes ils substituent la guerre révolutionnaire, la guerre civile internationale.

Aux armées, les opposent le peuple en armes, les milices et colonnes ouvrières, les unités de partisans.

Et cette perspective est celle du combat pour un troisième front révolutionnaire et prolétarien, qui s'inscrit contre les armées et défenses nationales ou internationales de l'un comme de l'autre bloc.

peu enviable, pour les malades mentales.

« Ces classements, estime le bureau, semblent devoir prouver à quiconque est de bonne foi que le travail exige d'eux une dépense physique et nerveuse qui est loin d'être le fruit de la paresse ou du farniente, et dépasse de loin les normes habituelles imposées à l'organisme de n'importe quel travailleur ! »

« Le traitement des instituteurs est basé uniquement sur la qualification qu'en requiert d'eux. Le président du Conseil, le ministre du Budget ont reconnu au cours d'une audience accordée aux représentants de la Fédération de l'Education Nationale, le 26 octobre, que le personnel enseignant était maintenant déclassé dans la hiérarchie des salaires.

« En effet, le traitement des instituteurs était équivalent, depuis la guerre, à ceux des autres catégories ayant les mêmes diplômes équivalents. Les instituteurs étaient assimilés entre autres aux inspecteurs de police, aux officiers subalternes et aux juges de paix, catégories qui ont vu peu à peu et tout récemment encore des indemnités nouvelles substantielles leur être allouées par décrets. Les instituteurs, eux, attendent, voilà les faits.

« Confiants dans le jugement, qui leur importe, des parents qui leur confient leurs enfants, et dédisant leur attaque malveillante, d'où qu'elle vienne, les instituteurs et les instituteurs continuent à accomplir consciencieusement leur

## Problèmes essentiels

# POUR LE RÉVOLUTIONNAIRE: ou le matérialisme historique ou l'incapacité et la démission

Le matérialisme historique, s'il n'avait pour but de satisfaire l'esprit du révolutionnaire, serait aussi vain que toutes les philosophies. Mais il représente tout autre chose : en reconnaissant la valeur du matérialisme historique, le militant reconnaît une certaine manière d'examiner le développement des faits pour rechercher le sens, la direction, et les facteurs de ce développement, il explique son comportement qui consiste à agir compte tenu du sens de ce développement, il fonde son idéologie. En d'autres termes, le matérialisme historique éclaire et reflète l'activité pratique et théorique du révolutionnaire. Il est donc d'une importance énorme, dans les conséquences théoriques et pratiques, d'adhérer ou non au matérialisme historique. Reconnaître ou nier la lutte des classes et sa liaison avec les formes de production, considérer la réalisation du communisme libertaire comme conditionnée ou la considérer comme une simple question de volonté extérieure aux conditions objectives, conduit à des attitudes et des jugements non seulement différents, mais opposés.

\*

Il est possible de juger de la valeur du matérialisme historique d'après les thèses et activités de ceux qui s'en sont inspirés, bien que parfois leurs analyses aient été dissimulées sous les considérations sentimentales ou un langage empreint d'idéisme (ceci est fréquent chez Bakounine dont les justes vues sur la réalisation de la liberté sont souvent placées à des pages d'un lyrisme puissant, et on retrouve ce phénomène même chez Marx). Ainsi, les thèses de Bakounine sur la Révolution et les paysans, sur la notion de défense nationale et de Révolution sociale, sur les rapports entre les masses et le parti révolutionnaire, n'ont fait que se vérifier davantage à chaque pas de l'histoire.

Mais il est une confirmation plus éclatante encore de la valeur du matérialisme historique : c'est cette sorte de démonstration par l'absurde qui consiste à examiner à quoi conduit l'éloignement ou le refus de ce matérialisme historique au profit de thèses révisionnistes, de retours à l'idéisme, ou de chute dans un humanisme naïf.

Rappelons qu'un « marxiste » comme Bernstein, après avoir révisé et pratiquement renié la lutte des classes et ses fondements économiques, se laisse entraîner vers le plus plat réformisme.

Mais situons-nous dans le présent : ceux qui ont rejeté ou auxquels a manqué la boussole du matérialisme historique ont été ballottés par les événements, incapables d'en comprendre la trame, de suivre le lent cheminement de la lutte des classes pendant les périodes de recul ouvrier. L'échec de la Révolution russe, l'écrasement de la Révolution espagnole, l'impassé de juin 1936, la déception de la Libération, ils

## ABONNEZ-VOUS AU « LIBERTAIRE »

# Ce que sont et ce que veulent les communistes libertaires

Depuis que la Fédération Communiste Libertaire a su, après des discussions passionnées et plusieurs congrès, élaborer et définir avec précision la conception du Communisme libertaire en se débarrassant de tout un ratras de littérature d'affirmations théoriques partielles et de sélections aux fondements nébuleux, il était devenu nécessaire, pour la propagande des militants, l'information du public et pour satisfaire le besoin de savoir des sympathisants, qu'un résumé à la fois clair et complet soit rédigé et diffusé largement.

Ce travail, une fois terminé a été édité sous la forme d'une plaquette de 32 pages d'une élégante présentation et d'un format commode. Elle contient les positions-clés de la conception communiste libertaire. C'est la déclaration d'un programme, d'un véritable manifeste des militants communistes libertaires français au prolétariat international au moment où le régime capitaliste est arrivé à son point culminant de crise, au moment où le pourrissement de ce régime engendre le fascisme et où toutes les recettes de république et les solutions du pseudo-communisme stalinien ont fait faillite et se révèlent incapables d'apporter autre chose que la misère et l'esclavage.

Le sommaire de cet ouvrage en démontre toute l'importance :

- Le Communisme libertaire, doctrine sociale.
- Le problème du Programme.
- Rapport entre les masses et l'avant-garde révolutionnaire.
- Principes internes de l'organisation révolutionnaire du Parti.
- Le programme communiste libertaire :

La Commission d'Édition  
Le Manifeste du Communisme Libertaire : 70 francs, franco.

Service de Librairie

Commandes à R. Lustre, 145, quai de Valmy.

C.C.P. 8032-34

Pour vos commandes de librairie, consultez toujours le numéro du journal de la semaine en cours.

Les prix indiqués sont compris franco

## THEORIE ET DOCUMENTS

Le Manifeste du Communisme libertaire .....  
La Révolution inconquie .....  
Révolution sociale ou Dictature militaire .....  
Histoire de la Commune .....  
Bakounine et le Panslavisme révolutionnaire .....  
Histoire des Bourses du Travail .....  
Principes fédératifs .....  
150 ans de Pensée socialiste .....  
La Commune de Marseille .....  
Le Socialisme romantique .....  
Histoire du Mouvement ouvrier (2 tomes) .....

G. Fontenais ..... 70  
Voline ..... 520  
Bakounine ..... 245  
Lissagaray ..... 645  
Hepner ..... 645  
Pelloutier ..... 345  
Proudhon ..... 230  
P. Louis ..... 330  
A. Ouer ..... 345  
Owen ..... 345  
Dolléans ..... 970

Prochain numéro

du

libertaire

le

17 DÉCEMBRE 1953

G. Fontenais ..... 70  
Voline ..... 520  
Bakounine ..... 245  
Lissagaray ..... 645  
Hepner ..... 645  
Pelloutier ..... 345  
Proudhon ..... 230  
P. Louis ..... 330  
A. Ouer ..... 345  
Owen ..... 345  
Dolléans ..... 970

Histoire de la Révolution russe (2 tomes) .....	Trotsky (1 <sup>re</sup> t.) ..... 820 — (2 <sup>me</sup> t.) ..... 1120
Mémoires d'un révolutionnaire .....	V. Serge ..... 645
Le Manifeste communiste .....	K. Marx ..... 360
Misère de la Philosophie .....	— ..... 360
L. Feuerbach : Sur le Matérialisme historique .....	Engels ..... 290
L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat .....	— ..... 285
Anti-Dühring (3 tomes) .....	— ..... 610
(Œuvres philosophiques (9 tomes) .....	K. Marx ..... 2620
Misère de la Philosophie .....	— ..... 360
Correspondance .....	Mark-Engels ..... 360
Juin 36 .....	I. Danos ..... 530
L'Allemagne contemporaine 1890-1918 .....	E. Vermeil ..... 840
— ..... 1918-1930 .....	— ..... 1000
Histoire économique et sociale des U. S. A. .....	Franck ..... 525
Les expériences syndicales internationales .....	G. Lefranc ..... 870
Les expériences syndicales en France de 1939 à 1950 .....	— ..... 540

En gagnant mon pain .....	M. Gorki ..... 375
Ma vie d'enfant .....	R. Neumann ..... 560
Colin-Maillard .....	— ..... 360
L'enquête .....	H. Poulaille ..... 270
L'enfancement de la Paix .....	— ..... 420
Le pain quotidien .....	— ..... 420
Les Damnés de la terre .....	— ..... 420
Pain de soldat .....	— ..... 480

## ROMANS

M. Gorki ..... 375
R. Neumann ..... 560
— ..... 360
H. Poulaille ..... 270
— ..... 420
— ..... 420
— ..... 480

## Documents

# La conception matérialiste de la liberté

Nous présentons ici les thèses identiques sur la liberté de deux théoriciens révolutionnaires qui furent des adversaires sur le plan politique mais tous deux attachés au « matérialisme historique ».

## ENGELS

(Anti-Dühring, tome 1, chap. XI)

**H**EGEL fut le premier qui exposa exactement le rapport entre la liberté et la nécessité. Pour lui, la liberté consiste à comprendre la nécessité : « La nécessité n'est pas aveugle qu'autant qu'elle n'est pas comprise ». Ce n'est pas dans le rêve d'une action indépendante des lois de la nature que consiste la liberté, mais dans la connaissance de ces lois, et dans la possibilité ainsi donnée de les faire agir systématiquement en vue de fins déterminées. Cela est vrai aussi bien des lois du monde extérieur que de celles qui régissent l'existence corporelle et intellectuelle de l'homme — deux ordres de lois que nous pouvons séparer tout au plus dans la pensée, mais non dans la réalité. La liberté de la volonté n'est donc pas autre chose que la capacité de se décider en connaissance de cause. Il en résulte que, plus libre est le jugement d'un homme concernant une question déterminée, plus grande est la nécessité qui détermine la teneur de son jugement ; tandis que l'importance fondée sur l'ignorance, l'incertitude qui semble faire un choix arbitraire entre un grand nombre de décisions possibles, diverses et contradictoires, prouve par là même qu'elle n'est pas libre, qu'elle est dominée par l'objet même qu'elle devrait dominer.

La liberté consiste donc dans ce souveraineté sur nous-mêmes et sur le monde extérieur, fondée sur la connaissance des lois nécessaires de la nature : elle est ainsi nécessairement un produit de l'évolution historique. Les premiers hommes qui se différenciaient du règne animal étaient en tout point essentiel aussi peu libres que les animaux mêmes ; mais tout progrès dans la civilisation fut un pas vers la liberté. Au seuil de l'histoire humaine et la découverte de la transformation du mouvement mécanique en chaleur, la production du feu par frottement ; au terme de toute l'évolution antérieure au moment actuel est la découverte de la transformation de la chaleur en mouvement mécanique : la machine à vapeur. Et malgré la gigantesque révolution libertatrice que la machine à vapeur accomplit dans le monde social (cette révolution n'est pas encore à moitié terminée) il est pourtant indubitable que la découverte du feu par frottement la surpassera encore en action libertatrice exercée sur le monde. Car elle donnera pour la première fois à l'homme la domination sur une force de la nature et par là le sépare définitivement du règne animal.

La machine à vapeur ne fera jamais faire à l'humanité un bond aussi puissant. Quelque valeur qu'elle ait à nos yeux comme représentant tout ce qui se rattache à elle d'immenses forces productives, dont seul le second rend possible un état social où il n'y aurait plus de distinctions de classes, de souci pour les moyens d'existence individuelle, où il pourra être parlé pour la première fois de liberté humaine véritable et d'une vie en harmonie avec les lois connues de la nature. Mais combien est jeune encore l'histoire tout entière de l'humanité et combien il serait ridicule de vouloir attribuer une valeur absolue quelque chose à nos conceptions d'aujourd'hui ! Cela ressort du simple fait que toute l'histoire jusqu'ici peut évoquer de la période allant de la découverte pratique de la transformation du mouvement mécanique en chaleur à celle de la transformation de la chaleur du mouvement mécanique.

## BAKOUNINE

(Œuvres, tome 3, p. 244 et suivantes)

**A**insi expliqués et compris, l'esprit de l'homme et sa volonté ne se présentent plus comme des puissances absolument autonomes, indépendantes du monde matériel et capables, en créant, l'un des pensées, l'autre des actes spontanés, de rompre l'enchaînement fatal des effets et des causes qui constituent la solidarité universelle des mondes. L'un et l'autre apparaissent au contraire comme des forces dont l'indépendance est excessivement relative, parce que, tout aussi bien que la force musculaire de l'homme, ces forces ou ces capacités nerveuses se forment dans chaque individu par un concours de circonstances, d'influences et d'actions extérieures, matérielles et sociales, absolument indépendantes et de sa pensée et de sa volonté. Et tout aussi bien que nous devons rejeter la possibilité de ce que les métaphysiciens nomment les idées spontanées, nous devons rejeter aussi les actions spontanées de la volonté, le libre arbitre et la responsabilité morale de l'homme, dans le sens théologique, métaphysique et juridique de ce mot.

Chaque homme à sa naissance et pendant toute la durée de son développement, de sa vie, n'étant autre chose que la résultante d'une quantité innombrable d'actions, de circonstances, et de conditions innombrables, matérielles et sociales, qui continuent de le produire tant qu'il vit, d'où lui viendrait, à lui, chaînon passager et à peine perceptible, de l'enchaînement universel de tous les êtres passés, présents et à venir, la puissance de rompre par un acte volontaire cette éternelle et omnipotente solidarité, le seul être universel et absolu qui existe réellement, mais qu'aucune imagination humaine ne saurait embrasser ? Reconnaissions donc, une fois pour toutes, que vis-à-vis de cette universelle nature, notre mère, qui nous forme, nous élève, nous nourrit, nous enveloppe, nous pénétre jusque dans la moelle de nos os et jusqu'aux plus intimes profondeurs de notre être intellectuel et moral et qui finit toujours par nous écouler dans son embrassement maternel, il n'est, pour eux, ni d'indépendance, ni de révolte possible.

Il est vrai que, par la connaissance et par l'application réfléchies des lois de la nature, l'homme s'émancipe graduellement, mais non de ce jeu universel qui portent avec lui tous les êtres vivants et toutes les choses qui existent, qui se produisent et qui disparaissent dans le monde ; il se délivre seulement de la pression brutale qu'exerce sur lui son monde extérieur, matériel et social, y compris les lois et des actes des personnes qui l'entourent. Il domine les choses par la science et par le travail ; quant au jeu arbitraire des hommes, il le renverse par les révoltes. Tel est donc l'unique sens rationnel de ce mot liberté : c'est la domination sur les choses extérieures, fondée sur l'observation respectueuse des lois de la nature ; c'est l'indépendance vis-à-vis des préventions et des actes des personnes qui l'entourent. Le seul être universel et absolu qui existe réellement, mais qu'aucune imagination humaine ne saurait embrasser ? Reconnaissions donc, une fois pour toutes, que vis-à-vis de cette universelle nature, notre mère, qui nous forme, nous élève, nous nourrit, nous enveloppe, nous pénétre jusque dans la moelle de nos os et jusqu'aux plus intimes profondeurs de notre être intellectuel et moral et qui finit toujours par nous écouler dans son embrassement maternel, il n'est, pour eux, ni d'indépendance, ni de révolte possible.

Il est vrai que, par la connaissance et par l'application réfléchies des lois de la nature, l'homme s'émancipe graduellement, mais non de ce jeu universel qui portent avec lui tous les êtres vivants et toutes les choses qui existent, qui se produisent et qui disparaissent dans le monde ; il se délivre seulement de la pression brutale qu'exerce sur lui son monde extérieur, matériel et social, y compris les lois et des actes des personnes qui l'entourent. Il domine les choses par la science et par le travail ; quant au jeu arbitraire des hommes, il le renverse par les révoltes. Tel est donc l'unique sens rationnel de ce mot liberté : c'est la domination sur les choses extérieures, fondée sur l'observation respectueuse des lois de la nature ; c'est l'indépendance vis-à-vis des préventions et des actes des personnes qui l'entourent. Le seul être universel et absolu qui existe réellement, mais qu'aucune imagination humaine ne saurait embrasser ? Reconnaissions donc, une fois pour toutes, que vis-à-vis de cette universelle nature, notre mère, qui nous forme, nous élève, nous nourrit, nous enveloppe, nous pénétre jusque dans la moelle de nos os et jusqu'aux plus intimes profondeurs de notre être intellectuel et moral et qui finit toujours par nous écouler dans son embrassement maternel, il n'est, pour eux, ni d'indépendance, ni de révolte possible.

La guerre devant laquelle l'homme s'élance, n'est pas seulement de la révolution sociale. Certes, ce n'est pas un pousse-à-avancer, mais pour justifier la guerre, pour accepter de brave homme, il transforme en une sorte de croisade socialiste la guerre capitaliste, la guerre bien saignante, la guerre que, sans vouloir faire allusion particulièrement à celle de 1914, on peut qualifier de bien courageuse. La guerre devant laquelle l'homme s'élance, fonde sur l'observation respectueuse des lois de la nature ; c'est l'indépendance vis-à-vis des préventions et des actes des personnes qui l'entourent. Le seul être universel et absolu qui existe réellement, mais qu'aucune imagination humaine ne saurait embrasser ? Reconnaissions donc, une fois pour toutes, que vis-à-vis de cette universelle nature, notre mère, qui nous forme, nous élève, nous nourrit, nous enveloppe, nous pénétre jusque dans la moelle de nos os et jusqu'aux plus intimes profondeurs de notre être intellectuel et moral et qui finit toujours par nous écouler dans son embrassement maternel, il n'est, pour eux, ni d'indépendance, ni de révolte possible.

La guerre devant laquelle l'homme s'élance, n'est pas seulement de la révolution sociale. Certes, ce n'est pas un pousse-à-avancer, mais pour justifier la guerre, pour accepter de brave homme, il transforme en une sorte de croisade socialiste la guerre capitaliste, la guerre bien saignante, la guerre que, sans vouloir faire allusion particulièrement à celle de 1914, on peut qualifier de bien courageuse.

La guerre devant laquelle l'homme s'élance, n'est pas seulement de la révolution sociale. Certes, ce n'est pas un pousse-à-avancer, mais pour justifier la guerre, pour accepter de brave homme, il transforme en une sorte de croisade socialiste la guerre capitaliste, la guerre bien saignante, la guerre que, sans vouloir faire allusion particulièrement à celle de 1914, on peut qualifier de bien courageuse.

La guerre devant laquelle l'homme s'élance, n'est pas seulement de la révolution

# Un danger de chômage massif menace les travailleurs

UNE extension du chômage, phénomène permanent du régime économique capitaliste, s'annonce. Des faits particulièrement significatifs permettent d'en prédir un intense développement. La métallurgie lourde, l'industrie automobile connaissent des licenciements massifs, des faillites constantes. Les mines réduisent considérablement les jours de travail. Les fabriques d'armes elles-mêmes sont touchées (!) et mettent à pied des ouvriers. Le danger du chômage plane par conséquent sur tous les domaines de l'industrie et de la production en général.

Les milieux officiels cachent à peine cette crise. L'inquiétude perce partout à travers déclamations, discours et rapports. Une note du ministère du Travail est particulièrement expressive : « Le mois de septembre a été marqué par des licenciements qui n'ont pas été, à beaucoup près, compensés par des embauchages. » Un certain nombre de patrons et de profiteurs étudient le problème et cherchent les moyens de parer à cette menace.

Comment expliquer ce danger d'un chômage massif, cette brusque croissance du nombre des travailleurs licenciés ?

Quelques personnalités politiques et officielles ont donné une réponse simple : Il faut chercher la raison des récents licenciements uniquement dans des difficultés passagères et d'une importance extrêmement limitée. Ainsi, en ce qui concerne les manufactures d'armes, c'est la cessation des hostilités en Corée.

Des économistes plus sérieux et plus objectifs et qui ne sont pas aussi optimistes, voient le problème sous un tout autre jour. Ils considèrent le chômage, comme un résultat du marasme que connaît actuellement l'économie française. L'origine de ce dernier réside seulement d'après ces messieurs dans le pouvoir d'achat trop faible des masses — donc consommation insuffisante — et aussi dans l'égoïsme étroit des patrons qui, selon eux, est souvent trop poussé (!). D'autre part, les méthodes employées dans le domaine économique, le gâchis inexprimable, les négligences impardonnable, ont une grande part des responsabilités.

Mais les journalistes bourgeois s'arrêteront à cette conclusion superficielle qu'ils ne pourraient dépasser à moins de se contredire et de se déjuger. La cause réelle est bien sûr la crise économique. Mais cette crise n'est pas seulement celle que connaît pour le moment l'économie française mais la crise éternelle du régime capitaliste dans tous les pays. Elle est liée étroitement à ce mode de production et son intensité atteindra finalement un tel point que son dénouement sonnera le

glas du capitalisme. En face de la surproduction les débouchés et les marchés sont de plus en plus insuffisants, le problème de la consommation se pose constamment et avec de plus en plus d'ambiguïté. Pour éviter la ruine les capitalistes font usage d'expédients. Les travailleurs sont évidemment les premières victimes et sont impitoyablement sacrifiés. La diminution de leur pouvoir d'achat est parfois extrêmement importante et une grande partie d'entre eux sont privés de travail. Le chômage résulte donc obligatoirement et nécessairement, non de mauvaises méthodes économiques ou de spéculations mais de l'essence même du régime capitaliste.

Que nous offrent nos économistes bourgeois comme remèdes à cette menace de chômage. Le « Centre des Jeunes Patrons » expose toute une série de mesures : Reclassement, réductions des bénéfices, ouverture de nouveaux travaux, application de plans de modernisation — par conséquent possibilité d'utilisation de la main-d'œuvre inemployée. Ces solutions ont été maintes et maintes fois proposées et appliquées, et il est inutile de s'éterniser sur leur vanité et leur inefficacité.

D'ailleurs, étant donné la situation actuelle on ne pourraient même pas se servir de ces pis aller. L'attitude des gouvernements, certaines déclarations relatives au reclassement — aucune possibilité de reclassement pendant

plusieurs années — sont en cela significatives.

Dans les cadres économiques présents aucune solution au chômage n'est possible. Des centaines de mille d'ouvriers vont bientôt se trouver dans la misère, dépourvus de toute ressource. Quant à ceux que les exploitants garderont ils devront accepter des salaires de famine et d'épuisantes journées de travail. Ils devront satisfaire toutes les exigences du patron sous peine de se voir éliminer et remplacer par leurs camarades inoccupés.

Cette pluie qui touche constamment le monde du travail, qui menace de nouveau

terriblement, n'est qu'un effet du

mercuriale des prix des denrées

alimentaires de première nécessité.

Sera-t-il à croire que la « Vie Française » ne tienne pas particulièrement à renseigner tous ses lecteurs ou seulement une petite fraction de ceux-ci, prolétaires en l'occurrence. Le jeu subtil des comparaisons nous est donc interdit. Le tripotage des statistiques est réservé aux économistes très distingués,verts et falsifiés.

Le minimum vital sera-t-il de 23 ou de 25.000 francs ? On n'est pas encore fixé exactement en mode actuel de production et d'échange. Or la conséquence d'une cause ne peut disparaître que par la destruction de la cause qui l'engendre. La suppression du chômage ne peut être effective qu'avec la fin de l'économie capitaliste. Seuls les prolétaires s'emparent des moyens de production et en les gérant eux-mêmes, c'est-à-dire en faisant la Révolution pourront écarter le spectre du chômage et se libérer définitivement de ce cauchemar.

J. BONNEUIL.

Et tout cela ne peut s'acquérir qu'avec la complicité des leaders syndicaux des centrales ouvrières.

Nous ne cesserons jamais de répéter que l'augmentation des salaires effectuée au pourcentage

uniforme de 5, 10, 15 ou 20 % pour tous les salariés est une aggravation de la hiérarchie. Loin de resserrer, de diminuer progressivement l'éventail des salaires, l'augmentation préconisée l'enfle, l'ouvre démesurément.

Nous affirmons que les leaders responsables syndicaux commettent une double trahison :

1° Vis-à-vis du principe syndicaliste qui tend à la suppression du salariat, c'est-à-dire à l'égalité économique de tous les travailleurs qui n'est nullement un nivelllement par la base ;

2° Vis-à-vis de la classe ouvrière en général et pour leurs adhérents en particulier, en créant en leur sein les germes de division et une hiérarchie de capacité tout à fait factice, favorisant ainsi le maintien du système capitaliste qui ne peut vivre qu'en créant de toutes pièces des inégalités sociales parmi le prolétariat.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Benoit fut, avec Jacques Duclos, tenter de déclarer, le plateau fermé et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

UNE REVENDICATION OUVRIÈRE DE PREMIER ORDRE :

## Compression de la hiérarchie

La nouvelle fixation du vrai minimum vital ne saurait tarder. Malgré la baisse Lanier les ventes court-circuit la pullulation des margoulin sous portes cochères « Tout à 100 fr. » et la docilité exemplaire de la grande presse la vie ne baisse pas et les ménagères voient chaque semaine leur sac de provisions s'alléger en rentrant du marché.

Notons en passant qu'un grand journal financier économique et politique, comme il se doit avec la présence, déjà ancienne, de M. Pierre Gaxotte, nouvel académicien royaliste et grand défenseur de l'Église et de l'Etat, ne publie plus régulièrement depuis le lancement de la baisse Lanier, la mercuriale des prix des denrées

haut lieu. Pour les directions syndicales, on espère à présent que les portes cochères « Tout à 100 fr. » et la docilité exemplaire de la grande presse la vie ne baisse pas et les ménagères voient chaque semaine leur sac de provisions s'alléger en rentrant du marché.

Il ne feront que suivre l'exemple des postiers en grève en août dernier qui avaient repris à leur compte — bien qu'ils se défendaient à l'époque de faire de la « politique » — le mot d'ordre de notre Fédération : PRIME UNIFORME D'AUGMENTATION : 10.000 FRANCS.

René GERARD.

## FÉDÉRATION DU LIVRE

### Plus que jamais : UNITE !

C'EST sous ce titre que René Micheau fait paraître un article dans « L'Imprimerie française » consacré à la vie de la vieille Fédération du Livre et à son unité presque intacte.

Très sincèrement c'est vrai, l'unité — en gros — de la Fédération du Livre n'a pu être mise à mal, ni par la C.F.T.C., ni par les scissionnées de F.O., ni les hurluberlus du Syndicat autonome, syndicat qui a duré à peine le temps que durent les roses et a bien vite rejoint ce qui était sa raison d'être, le clan américain du syndicaliste Irving Brown, la centrale jaune F.O.

Si René Micheau, honnêtement, constate un léger abaissement des effectifs de la Fédération du Livre — la moins atteinte de toutes les Fédérations de la C.G.T. — il oublie un peu trop facilement toute l'abnégation de ses militants syndicalistes composant la vieille Fédération.

L'Unité implique, avant toute autre chose, chez le militant, le désir de vaincre un patronat de combat, donc, elle conditionne, sinon une unité de vues totale, une majorité en faveur de tel combat, de telle revendication. La minorité se réservant au sein des réunions, des assemblées générales la libre discussion de ses points de vue.

C'est pas parce qu'il y a désaccord momentané sur une question précise que le minoritaire met l'Unité en danger. Mais à partir de l'instant où le majoritaire empêche l'expression libre, dans le cadre des statuts, d'un minoritaire, un coup mortel est porté à l'Unité.

Nous nous souvenons d'une anecdote située fin octobre 1951 après la signature d'un protocole entre le Syndicat de la Presse Parisienne et le Comité Intersyndical du Livre dont le cinquième alinéa renferme ce qui suit :

Le Comité Intersyndical s'engage formellement à faire reprendre immédiatement le travail normal dans toutes les entreprises et s'engage formellement à empêcher le retour d'actions isolées dans les ateliers, sous quelque forme que ce soit.

Nous nous étonnons fort que « nos » dirigeants aient pu signer pareil protocole qui était l'abandon pur et simple de l'action de la grève et nous en fimes part aux responsables de notre section technique dans une réunion d'entreprise. La réponse fut désarmante et textuelle : « Est-ce que mon camarade tu appartient à la C.G.T. ? »

Ce simple petit fait, si anodin qu'il puisse paraître à certains, montre toute la vanité de l'Unité pour l'Unité.

Il démontre, ce qui est plus grave, le fossé existant entre la base et le sommet, le manque de contact entre les mandatés et les mandatés, l'absence totale de discussion au sein des organismes syndicaux sur des problèmes capitaux et l'isolationnisme forcené des différentes sections techniques du syndicat du livre parisien et des syndicats de province, ce à quoi s'alarme également René Micheau, avec justesse.

Robert JOULIN.

## LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

## Dans la Presse Ouvrière

Syndicalisme du 18-11, organe C.F.T.C. est en proie à de douloureuses inquiétudes.

« L'incompréhension des Pouvoirs publics et du patronat amènera quelques jours, comme ce fut le cas dans le passé, un mouvement populaire d'envergure... »

« Les cercueils ont beau déborder que l'on procède avec trop de hâte ; ils n'auront qu'à s'en prendre à eux-mêmes si des mesures brutales interviennent sans tenir compte de leurs intérêts, même les plus légitimes, et sans ménager des transitions souvent indispensables. »

Les sphères dirigeantes bureaucratiques s'effraient devant le flot grondant, montant, de la colère des travailleurs. Et C.F.T.C. voit d'un sale œil l'attention extérieure portée aux réactions, aux courants qui se dessinent chez les militants de base (groupe Reconstruction, attitude générale hostile et grande dissidence vis-à-vis des dirigeants et du M.R.P.).

« Nous ne pouvons accepter que des hommes extérieurs à notre mouvement viennent s'immiscer dans ses affaires. »

Travail et Liberté, organe des